

Nouvelle Démocratie de Kyriakos Mitsotakis remporte les élections législatives grecques

Nouvelle Démocratie (ND), parti conduit par Kyriakos Mitsotakis, a remporté une large victoire lors des élections législatives organisées le 26 juin en Grèce avec 40,55% des suffrages et 158 des 300 sièges de la Vouli, chambre unique du Parlement, (+ 12 par rapport au précédent scrutin législatif du 21 mai dernier). Le parti obtient ainsi la majorité absolue.

La Coalition de la gauche radicale-Alliance progressiste (SYRIZA), dirigée par l'ancien Premier ministre (janvier-août 2015 et septembre 2015-juillet 2019) Alexis Tsipras, a de nouveau subi une sévère défaite, obtenant 17,84% des voix et 48 élus (- 23).

Le Mouvement socialiste panhellénique-Mouvement pour le changement (PASOK-KINAL), présidé par Nikos Androulakis, a pris la troisième place avec 11,85% suffrages et 32 sièges (-9), Il est suivi par le Parti communiste (KKE), conduit par Dimitris Koutsoumbas : 7,69% des voix et 20 élus (- 6). Viennent ensuite Les Spartiates, parti de l'ancien porte-parole du parti d'extrême droite Aube dorée, Ilias Kassidiaris, qui purge actuellement une lourde peine de prison mais qui a mené sa campagne depuis sa cellule. Il a recueilli 4,64% des suffrages et 12 sièges. Solution grecque (EL), parti ultranationaliste de droite radicale fondé et emmené par Kyriakos Velopoulos, a recueilli 4,34% des voix et remporté aussi 12 élus. Le Mouvement patriote démocratique-Victoire (Niki), parti de droite radicale dirigé par Dimitris Natsios, fait son entrée à la Vouli

avec 3,69% et 10 élus. Enfin, Cap sur la liberté (PE), parti de gauche de l'ancienne membre de la Coalition de la gauche radicale-Alliance progressiste Zoé Konstantopoulou, ancienne présidente du parlement grec (février-août 2015), a obtenu 3,17% et 8 sièges.

Les élections législatives du 25 juin étaient consécutives à l'échec des politiques à former un gouvernement à l'issue du précédent scrutin du 21 mai dernier en Grèce qui avait été remporté par Nouvelle Démocratie mais sans majorité absolue. Elles se sont déroulées avec un nouveau mode de scrutin semi-proportionnel qui prévoit l'octroi d'une prime au parti qui arrive en tête du scrutin. Celle-ci peut aller jusque 50 sièges pour un parti qui recueille environ 40% des suffrages.

Seul un Grec sur deux s'est rendu aux urnes. Comme attendu, la participation a donc été plus faible que celle enregistrée le 21 mai dernier : elle s'est élevée à 52,82% (- 8,12 points).

Élections législatives en Grèce

25 juin 2023

02

Résultats des élections législatives du 26 juin 2023 en Grèce

Participation : 52,82%

Partis politiques	Nombre de suffrages obtenus	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Nouvelle Démocratie (ND)	2 111 742	40,55	158
Coalition de la gauche radicale-Alliance progressiste (SYRIZA)	928 934	17,84	48
Mouvement pour le changement-Mouvement socialiste panhellénique (PASOK-KINAL)	617 042	11,85	32
Parti communiste (KKE)	400 450	7,69	20
Les Spartiates	241 625	4,64	12
Mouvement patriote démocratique-Victoire (Niki)	231 316	4,44	12
Solution grecque (EL)	192 082	3,69	10
Cap sur la liberté (PE)	165 013	3,17	8
Autres	377 828	6,13	0

Source : <https://ekloges.yves.gr/current/v/home/parties/>

« Pour la deuxième fois en quelques semaines, les citoyens n'ont pas seulement envoyé un message de continuité sur la voie que nous avons tracée il y a quatre ans, mais ils nous ont donné un mandat fort afin de répondre aux besoins de notre pays » a déclaré Kyriakos Mitsotakis à l'annonce des résultats. « Je ne promets jamais de miracle mais je vous assure que je resterai fidèle à mon devoir national » a-t-il ajouté.

La victoire était attendue et la dynamique était clairement du côté de Nouvelle Démocratie, qui avait obtenu 146 sièges le 21 mai dernier, soit seulement 5 de moins que la majorité absolue. L'écart entre le premier parti de droite –Nouvelle Démocratie – et celui de gauche – la Coalition de la gauche radicale-Alliance progressiste – (20,72 points), le plus important jamais enregistré depuis le retour de la Grèce à la démocratie en 1974, s'est de nouveau élargi : 22,71 points le 25 juin.

Kyriakos Mitsotakis a su convaincre ses compatriotes en brandissant son bilan socioéconomique : 8,3% de croissance du PIB en 2021 et 5,9% en 2022 et un taux de chômage en baisse (10,9% alors qu'il s'établissait à 22% il y a 10 ans). Ce taux a reculé de 17% parmi les plus jeunes (17-29 ans) sur les trois dernières années.

La surprise du scrutin est venue de la poussée de la droite radicale. 2 nouveaux partis font leur entrée au Parlement grec tandis que Solution grecque se maintient : Les Spartiates, d'extrême-droite, dirigés par un homme, condamné à 13,5 ans de prison ferme pour avoir dirigé une organisation criminelle impliquée dans l'assassinat en 2013 à Keratsini (banlieue d'Athènes) de Pavlos Fyssas, rappeur et militant antifasciste, et dans des tentatives d'homicides sur des pêcheurs égyptiens et des syndicalistes communistes en 2012 et 2013 ; le Mouvement patriote démocratique-Victoire (Niki), parti xénophobe, homophobe, anti-avortement, anti-divorce.

Ces 3 partis sont opposés à tout accueil de migrants. Leur percée (12,77%) intervient alors que la campagne électorale a été assombrie par le naufrage, le 14 juin dernier, au large de Pylos dans le Péloponnèse d'une embarcation de migrants comprenant environ 750 personnes à son bord. Le bilan de ce drame est à ce jour de 82 morts et plusieurs centaines de disparus. Les garde-côtes grecs ont été accusés d'avoir tardé à intervenir pour secourir les migrants. Le débat prévu à la télévision entre les différents candidats des principaux partis au poste de Premier ministre avait été annulé à la suite de cette tragédie.

Alexis Tsipras a beau avoir réclamé une « *opposition forte* » et un « *un équilibre dans notre démocratie et notre système politique* » et avoir mis en garde ses compatriotes sur le danger que constituait le fait de donner à Kyriakos Mitsotakis un chèque en blanc pour mener à bien un « *agenda caché de politiques qui annuleraient les acquis sociaux* », il n'est pas parvenu à vraiment détourner les Grecs d'un vote en faveur de Nouvelle Démocratie. « *Les déboires de SYRIZA reflètent en partie le désabusement durable d'une partie de la gauche face à la volte-face du parti en matière économique*[1]. SYRIZA a modifié sa stratégie et s'est déplacée idéologiquement vers le centre pour obtenir une partie des voix qui s'y trouvent mais cela n'a pas fonctionné » a analysé Marina Prentoulis, professeur de science politique à l'East Anglia University (Royaume-Uni). La déroute de SYRIZA signe peut-être la fin de l'ère Tsipras. L'homme a avoué avoir pensé démissionner à l'issue du scrutin du 21 mai dernier. La question de sa succession est posée. Il a lui-même affirmé qu'un grand cycle historique s'était achevé pour son parti.

Le scrutin du 25 juin atteste de la modification du paysage politique grec. « *Nouvelle Démocratie reste un parti majeur du gouvernement mais SYRIZA est désormais un parti de taille moyenne et le PASOK une force de taille petite à moyenne* » a indiqué Panos Koliastasis, professeur assistant de science politique à l'Université du Péloponnèse.

Âgé de 55 ans et originaire d'Athènes, Kyriakos Mitsotakis, surnommé Koulis, est diplômé du Collège d'Athènes et des universités de Harvard et de Stanford (Etats-Unis). Il a commencé sa carrière comme analyste financier et il a exercé diverses fonctions au sein de plusieurs sociétés, dont McKinsey. En 1999, il fonde NBG Venture Capital, une compagnie qu'il dirigera jusqu'en 2003, année où il décide de s'engager en politique.

Il est élu pour la première fois au parlement lors des élections législatives du 7 mars 2004 sous l'étiquette de Nouvelle Démocratie. En 2013, il est nommé ministre de la Réforme de l'administration et de la gouvernance électronique du gouvernement d'Antonis Samaras (ND), un poste qu'il conservera jusqu'en 2015. En 2016, il devient président du parti et prend la tête de l'opposition au Premier ministre de l'époque Alexis Tsipras. Le 7 juillet 2019, Kyriakos Mitsotakis mène Nouvelle Démocratie à la victoire lors des élections législatives et devient Premier ministre.

Comme de nombreux hommes politiques grecs, Kyriakos Mitsotakis est membre d'une dynastie : il est le fils de l'ancien Premier ministre (1990-1993) Constantin Mitsotakis (ND). Il est également le frère de l'ancienne ministre de la Culture (1992-1993) ministre des Affaires étrangères (2006-2009) et maire d'Athènes (2003-2006), Dora Bakoyannis (ND) et l'oncle de Kostas Bakoyannis (ND), maire d'Athènes depuis 2019.

[1] Le parti a appliqué de sévères mesures d'austérité réclamées par les créanciers internationaux de la Grèce (Union européenne, Banque mondiale, FMI) après son arrivée au pouvoir en 2015, en dépit du vote de la majorité des Grecs qui s'étaient prononcés par référendum contre une telle approche et malgré ses promesses de campagne électorale.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.
© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2024

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.